



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Menace-de-fermeture-La-strategie-d-Alcoa-ajoute-a-l-insecurite-des-900>

Menace de fermeture - La stratégie d'Alcoa ajoute à l'insécurité des 900 travailleurs de l'usine de Baie-Comeau, dénonce le syndicat CSN

Date de mise en ligne : mercredi 10 octobre 2013

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

BAIE-COMEAU, QC, le 30 oct. 2013 - Le Syndicat national des employés de l'aluminium de Baie-Comeau, affilié à la Fédération de l'industrie manufacturière (FIM-CSN) et au Conseil central Côte-Nord (CSN), dénonce la stratégie de négociation des tarifs d'électricité sur la place publique par l'Aluminerie Alcoa. « Avec le report, à deux reprises, du projet de modernisation de l'usine attendu depuis 10 ans, l'inquiétude est toujours présente chez les 900 ouvriers et leurs familles, a mentionné le président du syndicat Michel Desbiens. L'annonce faite hier par la compagnie a rendu cette inquiétude à son comble. Nous n'avons pas besoin de ça ! »

Même si ces déclarations s'inscrivaient dans une stratégie de négociation pour maintenir les coûts d'électricité au plus bas, le représentant syndical prend évidemment cette menace au sérieux, d'autant plus que l'usine de Baie-Comeau traverse déjà des difficultés. Vieille de plus de 50 ans, elle a grandement besoin d'être modernisée et le syndicat a multiplié les démarches auprès du gouvernement du Québec et des autres intervenants de la région pour que cela se réalise dans les meilleurs délais. « Les représentants d'Alcoa nous ont mentionné à maintes reprises leurs préoccupations sur une éventuelle hausse des tarifs d'électricité, a mentionné Michel Desbiens. Avec cette annonce, il est évident qu'elle souhaite exercer une plus grande pression sur le gouvernement. »

Pour le porte-parole syndical, le gouvernement du Québec et Alcoa doivent poursuivre les discussions sur les tarifs d'électricité. « C'est l'avenir de la région qui est en jeu, a pour sa part poursuivi le président du Conseil central Côte-Nord (CSN), Guillaume Tremblay. L'impact de la perte de 900 emplois serait catastrophique pour Baie-Comeau, une ville de quelque 22 000 habitants. Avec les emplois indirects qui disparaîtraient du même souffle, on peut légitimement se demander si la région immédiate s'en relèverait. »

Le syndicat avertit toutefois qu'il veut être impliqué dans toutes les discussions qui concernent l'avenir de l'entreprise. « Depuis l'arrivée d'Alcoa à Baie-Comeau, en 2000, elle a demandé à plusieurs reprises au syndicat de faire des concessions pour maintenir productive l'aluminerie. Ce sont nos conditions de travail, mais surtout nos emplois qui sont en jeu. Nous sommes concernés au premier chef. Pas question d'être exclus », a prévenu Michel Desbiens.

À cette époque, l'usine comptait plus de 2300 travailleurs. La convention collective a été rouverte plus d'une fois, dont l'été dernier où des aménagements ont été acceptés par les syndiqués pour ouvrir plus grand la porte à la sous-traitance, toujours dans le but de maintenir l'aluminerie en activité.

Une fronde (Le président de la Fédération de l'industrie manufacturière (FIM-CSN), Alain Lampron, a vivement réagi à l'annonce de l'aluminerie Alcoa : « Il s'agit d'une fronde à la politique industrielle de la ministre Zakaïb, a-t-il mentionné. Le maintien des alumineries au Québec s'inscrit définitivement dans une telle politique. Comment créer des emplois dans les deuxième et troisième transformations, si on ne peut maintenir ceux des alumineries, un secteur qui génère au demeurant une énergie propre, au contraire de plusieurs autres usines au Québec et ailleurs dans le monde ? »

Le syndicat, la fédération et le Conseil central Côte-Nord (CSN) continueront d'être actifs pour assurer la pérennité des emplois dans la région et faire en sorte que le projet de modernisation de l'aluminerie se réalise enfin.